



Le Lien

EDITION DE L'AMICALE DES STALAGS

VB et XA, B, C.



Rédaction et Administration :
46, rue de Londres, 75008 Paris

Tél. : 16 (1) 45 22 61 32 (poste 16)

Compte Chèque Postal : Amicale VB-X ABC : 4841-48 D Paris.

UNION NATIONALE DES AMICALES DE CAMPS DE PRISONNIERS DE GUERRE

(Reconnue d'utilité publique)

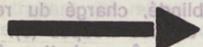
Inscription Commission Paritaire n° 786-D-73

1945 - 1990

QUARANTE-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE

Retenez bien
cette date

Judi
29
Mars
1990



Assemblée Générale de l'Amicale VB - X ABC

Venez nombreux retrouver vos camarades d'hier et vos amis d'aujourd'hui. Vous ferez de ce jour de rencontre un grand moment d'amitié et de fraternité.

Venez : un cadeau-surprise commémoratif vous attend !

● Messe à « La Chesnaie du Roy » par l'Abbé BRION à 9 h./9 h 15 à 10 heures

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

à LA CHESNAIE DU ROY, Route de la Pyramide, Bois de Vincennes (Les Floralies) PARIS.
Métro : Château de Vincennes

Les camarades désireux de poser leur candidature au Comité directeur sont priés de les adresser avant le 1^{er} mars 1990. Nous lançons un pressant appel aux camarades de la région parisienne pour que quelques-uns d'entre eux acceptent de venir renforcer le Bureau.

ORDRE DU JOUR :

- Approbation des P.V. des Assemblées Générales ordinaire et extraordinaire du 16 mars 1989.
- Rapport moral.
- Rapport financier.
- Rapport des Commissions aux Comptes, Renouvellement partiel du Bureau.
- Questions diverses.

A 13 heures

BANQUET

MENU

- Salade Gourmande
- Escalope de Saumon
- Braisée au Champagne
- Culotte d'Agneau Rôtie Persillée

- Légumes
- Plateau de Fromages
- Forêt Noire

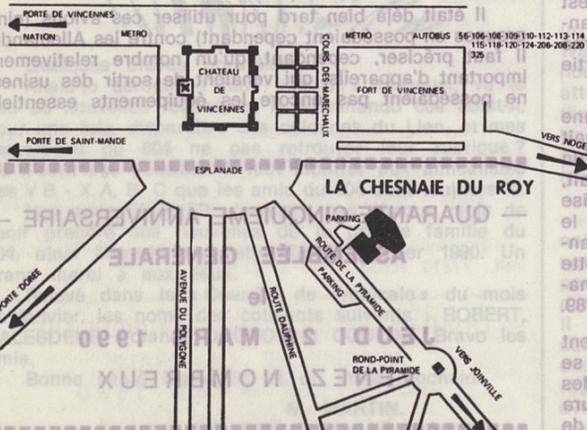
VINS

- Mâcon Blanc
- Bordeaux Château Lalène
- Bourgogne
- Champagne
- Café

PRIX NET : 230 F.

Que ceux qui peuvent « RESERVER PAR ECRIT » le fassent rapidement, la tâche de notre ami Ponroy en sera facilitée. Merci.

Un autobus dessert « La Chesnaie ». Par le Métro, sortir « Château de Vincennes ». Côté autobus : Ligne n° 112, direction St-Maur. Descendre station « Léo Lagrange ». 2 stations et revenir sur ses pas pour La Chesnaie.



A propos d'une bataille perdue : 1939 - 1940 par le médecin général (C.R.) A. SALVAGNIAC

J'avais à peine fini mes études (juillet 1939) que je me trouvais médecin-chef d'un bataillon d'infanterie alpine (96^e R.I.A.) à la déclaration de la guerre.

En opérations à l'avant de la ligne Maginot (près de Bitche) de février à mai 1940, nos pertes, jusque-là légères, furent importantes entre le 12 et le 15 mai (250 disparus sur 600 hommes). Cela n'empêcha point notre division « alpine » (31^e D.I.) d'être appelée en renfort, début juin, avec nos mulets (!), au moment de la bataille — perdue — d'Abbeville puis d'essayer, désespérément, un repli vers les rives de la Manche en vue d'un embarquement éventuel. Pris avec mon régiment, près de Saint-Valéry en Caux, dans un vaste coup de filet, c'est à pied que nous traversions le Nord de la France, la Belgique puis la Hollande. De là le Rhin fut remonté en péniches jusqu'en Allemagne.

Après une deuxième évasion réussie et quelques jours de prison en Suisse (Schaffhouse) je fus reconduit en France « libre » où l'accueil fut glacial sinon hostile. Le capitaine de chasseurs qui nous reçut à 11 h 30 au bureau de la Place d'Annecy, avec nos vêtements minables, ne nous fit pas asseoir, ne nous demanda pas si nous avions besoin d'argent, si nous avions faim ou si nous avions soif. Nous repartîmes comme nous étions venus.

Le colonel du Deuxième Bureau suisse, qui nous avait interrogés à Neuchâtel, avant de regagner Genève, nous avait fait, lui, déjeuner au mess des sous-officiers et nous avait donné, pour le reste du trajet, quelques plaques de chocolat.

Après être passé par Lyon je me rendis à Royat où siégeait la Direction du Service de Santé de l'Armée de Terre. Ce service ignorait tout de nos conditions de captivité, identiques à celles des autres prisonniers quant à notre liberté et donc contraires aux Conventions de Genève. Il méconnaissait totalement, d'autre part, l'excédent d'effectif des médecins se trouvant encore en captivité. Nous étions, en effet, huit médecins français plus un polonais (chirurgien) pour une centaine de malades présents au Wald-Hôtel. Notre départ ne pouvait donc porter préjudice à qui que ce soit et nous pensions être félicités à l'arrivée...

L'ambiance en France n'était pas tellement favorable aux évadés, mon évasion me fut violemment reprochée et je fus prié de quitter l'armée. Je m'adressai alors à l'Armée de l'Air dont le Service de santé, récemment créé, m'accueillit de façon très sympathique. C'est ainsi qu'après un an passé en France j'arrivais en Afrique du Nord juste avant le débarquement américain. Affecté au Groupe de chasse 1/5, c'est avec lui que je suivis la campagne d'Afrique puis de France (après le débarquement en zone sud) pour fêter — enfin — la victoire des Alliés (donc la nôtre), le 8 mai 1945 alors que toute mon escadre était basée à Strasbourg. Quelques années plus tard je passais deux ans en Indochine (Tonkin : 1953-1955).

Tout cela pour dire qu'il m'est ainsi permis de commenter, assez objectivement, les événements écoulés pendant cette guerre. C'est pourquoi j'ai été sensible à deux articles parus dans notre journal « Le Lien » : n° 455, septembre 1989 : « Après 50 années de silence et de désinformation », par Roger Bruge ; n° 456, octobre 1989 : « De la prévision aux actes », extrait d'une étude de Michel Coanet.

S'agissant de celui de M. Bruge, je partage tout à fait son amertume relative à l'indifférence — sinon le mépris — qui s'est manifestée à l'égard des combattants de 1940 tant il est vrai que ceux qui perdent ont toujours tort... J'ajouterais que bien qu'une partie non négligeable (150.000 hommes je crois) de l'armée française, venue d'Afrique, ait participé, très efficacement, à la victoire de 1945 on a pourtant très peu parlé. De nombreux articles de journaux ou de magazines ou, encore, des films ont été consacrés à la Résistance laissant parfois entendre qu'elle était le fait de tous les Français, ce

qui était loin d'être le cas : 70.000 peut-être, d'authentiques combattants (D. Cordier (1), qui méritent, certes, l'hommage qu'on leur rend car il leur a fallu beaucoup de courage. Mais les autres, prisonniers de 40 ou combattants de la 1^{re} armée, dont beaucoup sont morts, ont souffert de privations de toutes sortes, ou souffrent encore de leurs blessures, pourquoi les a-t-on ainsi oubliés ? Il aura fallu longtemps pour que soit célébrée la victoire du 8 mai. Mais peut-on dire que celle-ci soit vraiment fêtée ? On célèbre volontiers, avec raison, la libération de Paris (25 août 1944) avec beaucoup de commentaires mais on évoque moins le débarquement en zone sud (15 août 1944), pourtant décisif, réalisé essentiellement par la 1^{re} armée française, avec l'aide des moyens alliés.

Il y a quatre ans, au cours de vacances en Corse, le patron de l'hôtel, qui était encore enfant en 1944, me parlait abondamment des Américains — et pas du tout des Français — qui avaient libéré la Corse. Or cette libération (« 1943, libération de la Corse » écrit le Larousse sans autre précision) fut essentiellement le fait de l'Armée française (Général Martin) avec le concours, actif, des résistants corses et l'aide de moyens alliés (10 septembre - 4 octobre 1943). Pour des raisons aisées à comprendre l'uniforme de nos troupes (aviateurs compris) était américain, avec des insignes français.

Dernièrement, une jeune femme, professeur dans un lycée, encore enfant elle-même en 1945, pensait que la guerre avait fini, pour la France, avec la libération de Paris...

Quant à ceux d'Indochine ou d'Algérie, qui se sont battus sur ordre de leur gouvernement, et dont beaucoup sont morts, non seulement on ne leur a pas manifesté la moindre reconnaissance mais on leur a craché dessus. La faute à qui ?

A propos des origines de la défaite de 1940, il ne fait pas de doute que le Haut commandement militaire d'avant guerre a commis des erreurs graves dans la conception même d'une guerre future, en négligeant notamment l'importance des chars aussi bien que celle de l'aviation et, tout particulièrement, de l'alliance des deux. Le Lt-Colonel de Gaulle s'était, déjà, vigoureusement élevé contre une conception périmée en ne mettant toutefois pas suffisamment l'accent sur l'indispensable appui aérien nécessaire pour préparer et soutenir l'action des chars comme celle de l'infanterie. De son côté, le Capitaine Stehlin attaché à l'Air adjoint à Berlin, n'avait pas cessé, dès 1937, d'alerter le commandement français sur la progression croissante de l'aviation allemande (2).

Je ne partage pas du tout, par contre, l'avis de M. Bruge qui modifie une déclaration de M. Chevènement, Ministre de la Défense, et lui fait dire « quand on est général on ferme sa gueule », la phrase exacte étant : « quand on est ministre (et non pas général) on ferme sa gueule... » ce qui a une signification tout à fait différente. On peut comprendre qu'un ministre ne puisse

Suite page suivante.

ERRATUM

Dans « Le Lien » de février, page 1, il convient de lire : A PROPOS DU LIVRE DE PAUL RICHARD, et non DUCLOUX, comme imprimé par erreur.

Excuses du Rédacteur en chef et de l'imprimeur à l'auteur de l'article et à madame P. RICHARD.

A découper suivant le pointillé

ASSEMBLEE GENERALE DU 29 MARS 1990

POUVOIR

Je soussigné (nom et prénoms)

demeurant à
membre de l'Amicale VB - XA, B, C
donne par les présentes pouvoir à M.
également membre actif de l'Association, de me représenter à l'Assemblée du 29 mars 1990.

En conséquence, prendre part en mon nom à tous votes relatifs à l'élection du Conseil d'Administration ou pour tout autre motif, prendre toute décision qu'il jugera utile pour l'exécution du présent mandat, notamment de substituer dans l'accomplissement des présentes quiconque il avisera ; en un mot, faire tant par lui-même que par mandataire, s'il y a lieu, tout ce qui sera utile et nécessaire. En foi de quoi, je promets à l'avance avec ratification.

Fait à le

(Signature précédée des mots :
« BON POUR POUVOIR ».

s'opposer à celui qui « l'a fait roi ». S'agissant d'un général (je l'ai été) qui n'a pas de dépendance politique et qui exerce — par métier — des responsabilités qu'il connaît pleinement il n'a pas, en raison de son éthique, à faire part de ses états d'âme à la télévision comme le feraient d'autres. Cela ne veut pas dire, pour autant, qu'il soit un « béni oui-oui » ou un inconditionnel. Il lui appartient, au contraire, de défendre au maximum ce qu'il estime nécessaire de faire et de critiquer ce qui lui apparaît inutile ou superflu. Qu'aurait été la résistance si de Gaulle avait « fermé sa gueule » ? Où donc se serait trouvé l'encadrement de la 1^{re} Armée si certains n'avaient pas su attendre — tout en le préparant — le moment de reprendre les armes ?

Après la défaite cuisante d'une division de chars américains, en Tunisie, début 43, et rattrapée, si l'on peut dire, par nos régiments de tirailleurs, et notre aviation, les Allemands auraient pu reconquérir l'Afrique du Nord... Est-ce qu'alors nos bons censeurs, qui se plaisent à souligner les erreurs (je suis correct) de nos généraux, n'auraient pas, changeant leur fusil d'épaule, stigmatisé, dès ce moment, la conduite des généraux « félons » ?

Quant aux « vieillards aux feuilles de chêne » auxquels fait allusion P. Richard dans son livre « Le temps des amertumes », à propos des généraux, il faut savoir qu'un général au sommet, c'est-à-dire cinq étoiles, doit obligatoirement — sauf cas exceptionnel — partir à la retraite à 62 ans, plus tôt pour les autres. Est-ce si vieux ? Surtout quand on sait que beaucoup de nos gouvernants, et non des moindres, ont, ou avaient, hier comme aujourd'hui, dépassé cet âge depuis longtemps.

Remarquons enfin que, de tout temps, un certain nombre de généraux ont vu leur carrière raccourcie par « cessation de fonction » ou mise à la retraite sans que personne n'y ait attaché beaucoup d'importance. Sachons encore que les nominations de généraux sont décidées en conseil des ministres puis soumises à la signature du Président de la République. Le choix des chefs d'Etat-Major de chaque arme (il y a toujours plusieurs « possibles ») relève également d'une décision du gouvernement et, à plus forte raison, celui du chef d'Etat-Major des armées. Cela n'empêche pas pour autant que surviennent par la suite des discussions, voire des frictions...

Mais, qui était Gamelin et de quel bord venait-il ?

Quoi qu'il en soit, la responsabilité du Commandement Militaire de l'entre deux guerres demeure lourde. Mais, du côté civil, qu'a-t-on fait ? Qui a contribué à mettre en place, en 1936, un gouvernement aux cris de « à bas la guerre » ? Qui a laissé, sans réagir, sinon en paroles, l'armée allemande envahir la Rhénanie ? Qui s'est réjoui des accords de Munich en applaudissant Daladier (pourant pas tellement satisfait) à son retour ? Il a reçu un accueil chaleureux alors qu'il s'attendait à se faire huer. Et ce n'est que des années plus tard que le terme de « Munichois » est apparu. Qui a protesté contre l'insuffisance de nos armées et de notre armement entre 1936 et 1939 ? Qui, malgré les affirmations très claires de « Mein Kampf » a mis en garde la France contre la menace évidente de l'hitlérisme ? Le bon peuple français, si prompt à manifester, s'est-il mobilisé pour renforcer sa défense ? Quelques-uns l'ont fait (de la Rocque) mais ont été tout de suite traités de « fascistes » (quelle ironie). Et qu'a donc fait le chef d'un parti (alors assez puissant) en désertant et en passant à l'Est au moment de la déclaration de guerre ?

Beaucoup ont payé cher leurs erreurs, et les ont regrettées, mais, pour la plupart, après que la France ait été envahie et qu'ils aient été eux-mêmes persécutés. Que leur lutte soit approuvée c'est, certes, justice sous réserve que les erreurs qu'ils ont commises soient également prises en compte, comme celles des autres.

On a souvent cité — en l'approuvant — la phrase fameuse de Clémenceau « la guerre est une chose trop sérieuse pour la confier à des militaires ». Qui donc ne l'a pas déclarée à une époque où la chance pouvait être encore de notre côté ? Qui l'a finalement déclarée la main forcée ? Qui n'a pas voulu dès ce moment envahir l'Allemagne — très vulnérable — alors que son armée était occupée en Pologne ? Quels sont les Français qui n'ont pas secrètement espéré, pendant la drôle de guerre, que cela « s'arrangerait » ? A-t-on entendu beaucoup de protestations contre cette inertie (relative) de nos armées ? Nous étions « les plus forts », tous les journaux le disaient... ils n'avaient qu'à venir, on verrait bien... on a vu !

Lors de la visite qu'il fit, en août 1938, en Allemagne, le Général Vuillemin alors chef d'Etat-Major de l'Armée de l'Air française, fut extrêmement impressionné par la puissance de l'aviation allemande et en fit part au Président Daladier (2). Et il est possible que celui-ci s'en soit souvenu lors de la réunion avec Hitler à Munich quelques mois plus tard. Un an après la guerre était cependant déclaré.

La « drôle de guerre » s'est terminée par l'attaque foudroyante de l'Allemagne passant à travers la Hollande et la Belgique (comme en 1914) alors que cette hypothèse avait été formellement rejetée par nos gouvernements successifs en n'osant pas prolonger la ligne Maginot jusqu'à la mer. Au cours de la bataille de France qui a suivi, le courage de tous les militaires (quelle que soit leur arme) qui ont subi le premier choc ou sont arrivés en renfort, ne saurait être mis en doute. L'écrasante supériorité de l'armée allemande, dans tous les domaines, a été constatée par tous ceux qui, comme nous, ont vécu une effroyable catastrophe. Ils ne peuvent nier la réalité d'une immense défaite qui ne permettait plus aucun espoir, au moins pour un temps. La Marne qui, en 1914, avait permis de barrer la route de Paris aux Allemands n'était plus un obstacle suffisant. Il fallait au moins une mer, ce qui permit aux Anglais de gagner leur bataille. Il serait vain — et d'ailleurs parfaitement injuste — d'insinuer que telle ou telle catégorie de militaires ou telle ou telle catégorie d'arme n'a pas fait tout ce qui aurait pu être fait tellement il est tentant, en présence d'un échec, d'accuser « les autres ».

Et si, par chance, nous avions gagné, qui aurait gagné ?

Médecin d'un bataillon d'infanterie en 39-40 je demeure plein d'admiration pour ceux qui, malgré le vent de défaite qui soufflait, ont su faire face aux chars allemands avec le pauvre armement dont ils disposaient,

qui ne pouvait leur éviter l'encerclement. Et je me souviens du désespoir d'un servant de F.M. (c'était un camarade de collège) devenu totalement impuissant comme de celui du canon de 37 (il n'y en avait qu'un) qui, après avoir stoppé trois chars, s'est aperçu soudain qu'il y en avait plusieurs autour de lui. Puis ce fut la captivité.

Le fait de ne croire qu'à ce que l'on voit (ou que l'on voit mal) ne doit pas, pour autant, inciter à minimiser, voire à critiquer, ce que d'autres ont fait, et encore moins à généraliser à partir de simples faits.

Cela concerne, entre autres, l'aviation militaire.

« Aucune réaction de la chasse » écrit M. R. Bruges à propos de l'offensive « Tiger » (Lien n° 455). « Evacuation de Nancy et repli à partir du 13 juin (souligné) en direction du Sud : citation, incomplète, d'un article du Général Bodet (« Le Lien » n° 456). Pourquoi tous les « Dewoitine 520 » présents à Toulouse le 9 juin n'ont-ils pas été distribués (extrait d'un article du Général Stehlin, « Le Lien », n° 456) ?

Parlons donc un peu de l'aviation de chasse. Il est exact que ceux de mon régiment n'ont pas assisté à beaucoup de combats aériens. Ils doivent cependant se rappeler que plusieurs avions de chasse, des « Morane 406 » sans doute (9), ont protégé notre débarquement de train à Marseille en Beauvaisis début juin. Après, nous nous sommes trouvés beaucoup plus concernés par les avions allemands qui nous survolaient ou nous attaquaient. Cela ne saurait surprendre quand on sait (malheureusement) qu'il existait quatre fois plus d'avions allemands que de français et que, dans ce combat inégal, les nôtres se sont comportés avec un courage au moins égal à celui des autres.

CHAMPAGNE LECLERE

(Fils de A. LECLERE ex-P.G. VB)

Manipulant

CHAMUZY - 51170 FISMES

Livraison à domicile.

Demandez prix.

Rappelons que, pendant la « drôle de guerre », l'Armée de l'Air a tout de même perdu 81 avions dont 38 chasseurs abattus en combat aérien, 8 abattus par la Flak et 17 disparus (cf n° 53 d'« Icare » 1970) déjà cité). Y-a-t-il eu beaucoup d'unités qui, dans le même temps, ont subi, proportionnellement, les mêmes pertes ? Dans ce même temps les Allemands avaient perdu, campagnes de Pologne et de Norvège incluses, 937 avions de combat endommagés ou détruits. Par qui ?

Entre le 2 septembre 1939 et l'armistice (24 juin) l'aviation de chasse, à elle seule, a remporté 1.009 victoires aériennes dont 916 depuis le 10 mai. Sur les 800 pilotes (tous officiers ou sous-officiers) ayant pris part à cette campagne, 194 ont été tués (1 sur 4), 188 blessés et 31 prisonniers. 428 appareils ont été abattus (3).

Ces chiffres — éloquentes et incontestées — ne doivent pas être oubliés. On peut se demander, à leur propos, comme l'écrit le Colonel Gisclon, quelle aurait été l'issue de la bataille d'Angleterre si les Allemands avaient disposé, en juin 1940, des quelques mille avions et membres d'équipage abattus par nos pilotes de chasse (3).

« Lors de l'opération « Paula », la Luftwaffe perdit environ 25 à 30 appareils, chiffres tout à fait comparables aux pertes allemandes, pour une journée d'attaque, au-dessus de l'Angleterre... « Que serait-il advenu du Fighter Command si l'Armée de l'Air n'avait pas affaibli la Luftwaffe à un point tel qu'elle dut mettre à profit les six semaines suivantes pour compléter ses effectifs, se réorganiser et se préparer avant que l'ordre d'attaquer l'Angleterre ne fut donné ? De son côté le Fighter Command tira parti de ces six semaines pour se préparer... Qui a écrit cela ? Le Général Adolf Galland, as de la chasse allemande, malgré son nom français (80 victoires dont 36 en juin 40) (5).

Rappelons aussi que les aviateurs anglais — qui n'ont nullement démerité — avaient décidé, pour défendre leur propre territoire, de rejoindre l'Angleterre dès après l'évacuation de Dunkerque (donc entre le 4 et le 10 juin).

Parmi ces aviateurs, il y avait, sans doute, ces fameux « canadiens » dont j'ai, à l'époque, entendu parler et auxquels un article paru dans « Le Lien », à propos de Dunkerque, a fait allusion.

Or, il n'y avait pas, à ce moment-là, d'aviation canadienne proprement individualisée mais seulement quelques aviateurs canadiens intégrés à la R.A.F. et volant sur des avions aux insignes anglais.

Ceux qui avaient vu ces avions canadiens prétendaient qu'ils étaient peints en blanc et noir, sans préciser s'il s'agissait de chasseurs ou de bombardiers. Il est probable qu'il se soit agi, en fait, de bombardiers français Léo 45. En effet, vus d'en dessous, la partie interne des ailes, avec les moteurs, paraissait noire et la partie externe blanche (9).

La grande majorité d'entre nous n'avait qu'une vague — et même très vague — idée de ce qui pouvait distinguer un « Hurricane » d'un « Morane 406 », d'un « Curtiss » ou d'un « Dewoitine 520 ». La confusion était, par ailleurs, très facile entre la cocarde française (bleue au centre — ou à partir de la hampe pour le drapeau — puis blanche et rouge) et la cocarde anglaise (rouge au centre puis blanche et bleue). Cette confusion s'est d'ailleurs renouvelée sur pas mal d'images tricolores à l'occasion de la commémoration de 1789.

Même lorsqu'ils étaient descendus, qu'ils sautaient en parachute ou se trouvaient dans l'obligation de se poser en campagne nos aviateurs étaient pris pour des « parachutistes » ou des espions. « Salaud, on aura ta peau », tel fut l'accueil que reçut le Lt Rouquette de

la part des militaires français qui le menacèrent sérieusement de le tuer, lui interdisant d'incendier son avion qu'il avait posé dans un champ en Normandie (un « Curtiss » aux cocardes françaises bien visibles) et qui, finalement, acceptèrent de l'emmener avec eux. Ce jour-là, le 8 juin, ayant décollé d'Evreux le Lt Rouquette venait d'abattre le 100^e avion (un « Stuka ») à l'actif du seul groupe de chasse 1/5 auquel il appartenait. Le 16 juin une patrouille de ce même groupe ayant décollé de Bourges abattait le 111^e avion (un « Henschel 126 ») à l'actif de cette même unité. A cette époque un groupe de chasse comprenait 25 avions et 25 pilotes.

La psychose des parachutistes (« 5^e colonne »), la domination écrasante de l'aviation allemande (près de 4 fois supérieure en nombre : 5142 contre 1580 + 400 anglais) et la méconnaissance de la silhouette des avions français par nos troupes expliquent en partie cette attitude. Pareille aventure arriva à beaucoup de nos aviateurs de la chasse, de la reconnaissance ou du bombardement, après un saut en parachute ou un atterrissage forcé. Le Sergent-chef Morel, pilote de chasse, ayant quitté son avion abattu par un chasseur allemand, fut tué, suspendu à son parachute, par des militaires français. Le Lieutenant de Chézelles, pilote de chasse, fut tiré et blessé à son parachute, puis au sol, par des Français. Un adjudant-chef lui sauva la vie, difficilement...

Une fois, cependant, ceux de mon bataillon se crurent survolés par un avion français, un « Morane 230 » disait-on (je le croyais aussi). On ne tira pas dessus. Pas de chance, c'était sûrement un « Henschel 126 », le fameux « mouchard », avion blindé, chargé du renseignement sur les mouvements de nos troupes (9). Nous ne connaissions pas nos avions, même abattus. Et on se plaignait de ne pas en voir...

La citation d'un article du Général Bodet paru dans « Icare » (5) (que je reçois régulièrement) est ainsi présentée : « Il fallait bientôt songer à l'évacuation de Nancy et à notre repli à partir du 13 juin en direction du Sud (...) A Nîmes, une partie de l'Etat-Major resta sur place, l'autre... s'embarqua à bord d'un avion « Bloch 220 » d'Air France pour l'Afrique du Nord... »

Cette présentation pourrait laisser entendre qu'à partir du 13 juin une partie importante de l'aviation française ne songea tout d'abord qu'à fuir en direction du Sud puis vers l'Afrique du Nord. Le texte complet est le suivant : « ...en direction du Sud. Celui-ci se fit en ordre et sans que les unités cessassent d'être commandées, malgré les difficultés des transmissions. Nous appuyant sur les zones d'opérations aériennes sud et des Alpes nous nous repliâmes en 4 étapes par Dôle, Charbonnières, Valence... »

Précisons donc qu'il s'agissait d'un état-major (zone d'opérations aériennes est, à Nancy) qu'il s'est replié par étapes et que cela n'a nullement empêché les unités aériennes de continuer à se battre. Il est bien évident, en effet, que, compte tenu de la vitesse et du rayon d'action des avions, il est tout de même préférable d'abandonner un terrain à partir du moment où il se trouve dangereusement menacé d'occupation ou de destruction par l'ennemi.

Revenons à la date du 13 juin... Rappelons qu'à cette date la bataille de Dunkerque avait été perdue, celle d'Abbeville aussi et qu'à Saint-Valéry-en-Caux des milliers de prisonniers, et de morts, venaient de s'ajouter à ceux des batailles précédentes. Rappelons aussi que c'est dans la nuit du 13 au 14 juin que les Allemands entraient dans Paris. Le 17 juin le gouvernement en place demandait l'armistice.

Il était normal, par conséquent, que notre aviation se soit repliée un peu plus au sud. Cela n'empêcha pas l'aviation de chasse de rester très active entre le 13 et le 24 juin comme il est mentionné ci-dessus et comme d'autres exemples pourraient le démontrer, le dernier étant le suivant. C'est le 24 juin, en effet, que le Sous-Lieutenant Raphenne ayant décollé de Salon-de-Provence pour mitrailler une colonne de chars près de Romans fut abattu par la Flak et s'écrasa vers 20 heures. Ce sont les Allemands qui déposèrent sur sa tombe un bouquet de roses rouges portant l'inscription « Morane 1056, descendu le 24 juin 1940 » (7).

L'armistice avec les Allemands fut signé le 24 juin et, avec les Italiens, le 25 juin.

Ce qui est dit ici sur l'aviation de chasse pourrait l'être aussi bien sur l'aviation de reconnaissance, sur celle du bombardement ou sur l'aviation d'assaut. Le 12 mai, par exemple, sur 12 Bréguet 693, d'assaut, envoyés en Belgique deux seulement sont rentrés de mission. Au total, dans la même escadre, sur 60 navigants, il y a eu 43 tués, blessés ou disparus entre le 20 mai et le 4 juin (6).

L'extrait de l'article du Général P. Stehlin paru dans « Icare » et cité dans « Le Lien » n° 456 est lui-même extrait du livre « Témoignage pour l'histoire » du même auteur (2). Le 9 juin donc, parti de Valence, il se rend, avec d'autres pilotes, pour chercher à Toulouse les 12 premiers « Dewoitine 520 » du groupe. Il remarque alors : « Nous n'avons que l'embarras du choix tant il nous semble y avoir d'avions disponibles... Dans les pages suivantes du livre l'auteur précise que ces 12 avions seront essentiellement utilisés contre les Italiens entrés en guerre le 11 juin. Le 14 juin (entrée des Allemands à Paris) 5 avions italiens sont abattus dans la même journée et quatre autres le lendemain.

Il était déjà bien tard pour utiliser ces avions (cinq groupes en possédaient cependant) contre les Allemands. Il faut préciser, cependant, qu'un nombre relativement important d'appareils, qui venaient de sortir des usines, ne possédaient pas encore les équipements essentiels

— QUARANTE-CINQUIEME ANNIVERSAIRE —

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

le

JEUDI 29 MARS 1990

VENEZ NOMBREUX

pour leur utilisation opérationnelle : armement par exemple, ou instruments de navigation, entre autres, parfois, aussi, les hélices. La production industrielle avait été manifestement trop lente.

S'agissant maintenant du paragraphe « Les propres fossoyeurs de leur histoire » (Le Lien n° 455) où M. Bruge critique — très sévèrement — les officiers rentrant de captivité qui n'auraient pas répondu au ministre demandant, en 1945, un rapport sur les opérations auxquelles ils avaient participé en 39-40, je pense qu'une partie de la réponse se trouve dans le même numéro du Lien présentant « La Revue Historique des Armées ». Il y a, dans la liste des articles parus dans divers numéros de cette revue, une bonne quinzaine d'entre eux qui traitent de cette période et qui ont, il est vrai, paru plus tard. Mais je me souviens bien avoir eu connaissance dès 1942, de livres publiés sur cette période, du Cne Accart, par exemple (Aviation), ou du Dr Soubiran (Chars) (10).

Les ministres qui se sont succédé, depuis 1945, à la « Guerre » d'abord, dans chacune des armées, puis à la « Défense Nationale » ou aux « Armées » (il y en a eu un certain nombre) disposaient vraisemblablement de pas mal d'informations qu'ils pouvaient, à défaut, exiger des généraux placés sous leurs ordres.

Je doute que tous les officiers rentrant de captivité en 1945 aient reçu une demande de rapport sur les opérations auxquelles ils avaient participé en 39-40. Cela aurait entraîné plusieurs centaines de milliers de lettres et... autant de réponses dont, sans doute, beaucoup traitant du même problème général ou de leur propre problème (très localisé par conséquent).

Mais comment M. Bruge peut-il savoir qu'aucun officier n'a répondu ? Y-a-t-il, en fait, beaucoup d'officiers qui ont reçu cette lettre ? Par quelle voie hiérarchique a-t-elle été diffusée ? Quels ont été les intermédiaires, beaucoup d'officiers étant rentrés chez eux à la retraite ou démobilisés ? Comme M. B., l'évoque, il est vraisemblable que le Ministre de l'époque (lequel ?) n'a pas beaucoup « suivi » l'affaire... à supposer qu'il soit resté longtemps en place...

Personnellement (il est vrai que je suis rentré début 1941) je n'ai jamais reçu pareille demande et ne connais aucun camarade qui l'ait reçue.

Que l'on ait retrouvé trente sept cartons d'archives PRIVÉES du Général Gamelin, parties à la dérive, n'a rien de surprenant. Les documents officiels doivent normalement être restés dans son bureau. Je possède, pour ma part, une bonne quinzaine de cartons d'archives privées parce que cela concerne essentiellement du courrier personnel qui peut me servir ou servir éventuellement à d'autres.

Lors du procès de Riom, enfin, un certain nombre de généraux ont relaté, avec beaucoup de détails, les circonstances qui avaient précédé la défaite... Il doit bien en exister quelques traces.

J'étais lieutenant en juin 1940. Dans le désordre épouvantable des combats qui ont précédé la captivité nous ne comprenions guère, mes camarades et moi, ce qui nous arrivait : combats de jour, décrochage la nuit puis marche forcée. Nous n'aurions pas été capables, au moins jusqu'au grade de capitaine inclus, d'écrire, sur ce sujet, plus de « quelques lignes » pouvant expliquer ce qui s'était exactement passé.

Remarquons, enfin, qu'il n'a jamais été interdit à personne d'écrire des articles ou des livres sur la bataille de 39-40, qu'il s'agisse, ou non, de gradés, qu'ils aient été d'active ou de réserve. Un certain nombre de personnalités politiques, et non des moindres, comme

l'actuel Président de la République (combattant, prisonnier puis évadé), ont vécu cette campagne et demeurent, s'ils ne l'ont déjà fait, tout à fait désignés pour en parler.

Il est, certes, infiniment triste qu'une pareille défaite nous ait été infligée en juin 1940. Elle a occasionné de nombreux morts et blessés qui ont payé de leur vie ou dans leur chair les erreurs commises. Des centaines de milliers de prisonniers les ont payées par la privation de leur liberté et par leurs souffrances dans tous les domaines. Beaucoup de ceux qui, par leurs actions ou leurs déclarations, n'avaient pas permis à la France de s'armer comme il convenait n'ont compris leur erreur que trop tard. La résistance, dont les effectifs étaient très faibles après juin 40, s'est peu à peu organisée et à permis aux alliés, au prix de lourdes pertes et de lourds sacrifices, de chasser l'occupant. L'armée qui s'est levée après le débarquement américain d'Afrique du Nord et qui a débarqué en zone sud à la mi-août a, de son côté, apporté une contribution très efficace à la victoire finale en subissant des pertes très sensibles.

On a beaucoup parlé des uns et peu des autres même après qu'ils aient gagné. Les souffrances épouvantables, et le massacre, des internés des camps de concentration ont fait passer au second plan ce qu'ont pu endurer les prisonniers de guerre. Nous appartenons à une période d'histoire où les médias recherchent avant tout ce qui frappe les esprits ou ce qui les choque.

Quoi qu'il en soit ce n'est pas en dénigrant les uns ou les autres que l'on pourrait parvenir à corriger une telle situation, bien au contraire. D'ailleurs, si la critique est toujours aisée elle n'est pas toujours juste et parfois fautive.

Le Médecin Général (C.R.),

A. SALVAGNIAC.

Ancien du Stalag VB - Wald-Hôtel.

- (1) « Jean Moulin l'inconnu du Panthéon ». Daniel Cordier. Editions Latès. Cf « Le Point », n° 892.
- (2) « Témoignage pour l'histoire ». P. Stehlin. R. Laffont Editeur.
- (3) « La grande aventure de la chasse française 1939-1945 ». J. Gisolon. France-Empire.
- (4) « Le Lien ». Evocation de la bataille de Dunkerque.
- (5) « Icare », n° 112. La Luftwaffe. « Pilote de chasse pendant la campagne de France », Général Adolf Galland.
- (6) « Icare », n° 53. Printemps-été 1970.
- (7) « Nouvelle histoire de l'aviation française ». E. Petit. Hachette.
- (8) « Icare », n° 80. « L'aviation d'assaut ». Printemps 1977.
- (9) L'identification n'est faite qu'à posteriori (de mémoire).
- (10) « Chasseurs du ciel ». « On s'est battu dans le ciel », Cne Accart. « J'étais médecin avec les chars », Dr Soubiran.

PRÉCISIONS EN RÉPONSE

Il n'a jamais été dans notre intention de mettre en cause, au niveau général de l'exécution, l'Armée de l'air et son comportement au cours de la Bataille de France en 1940.

Les témoignages pourtant abondent qui évoquent, parfois en termes sévères, l'infériorité éni-

feste au plan technique et numérique de l'aviation française face à la Luftwaffe. L'existence aujourd'hui reconnue de matériels non distribués aux unités aériennes permet, oblige l'observateur de bonne foi, historien ou non, à parler de carence. Les aviateurs eux-mêmes furent les premiers à déplorer un tel état de choses, les troupes au sol, elles, en éprouvèrent les effets... Nombreux cependant les hommes du ciel qui surent « faire face » et se battirent dans les nuages avec l'énergie du désespoir. Le Lien leur a rendu hommage et continuera à le faire en 1990.

Il n'en demeure pas moins que le repliement au sud, dès le 13 juin, de l'état-major et des unités aériennes de la zone Est du front — 900 appareils furent ainsi... sauvés — laissait sans couverture près de 500.000 soldats qui, encerclés, se battirent jusqu'à l'armistice, et au-delà pour certains ouvrages de la ligne Maginot. Roger Bruge écrit à notre correspondant : « Le 14 juin, jour de l'offensive Tiger contre la ligne Maginot l'aviation française ne répondit pas aux appels lancés par les généraux Condé (3^e armée) et Hubert (20^e CA) ». On étaient les chasseurs des armées de l'Est ? Les 27 Curtiss du groupe Lafayette passèrent leur journée sur le terrain de Longvic-les-Dijon, dans l'attente d'un ordre qui ne viendra pas (Gisolon).

Et on s'étonne, avec quelque agacement, de voir reproduite une fois de plus la thèse selon laquelle les combats de la Bataille de France ont cessé le 11 juin sur la Somme. Faudra-t-il que nous publions un jour, pour servir de document à l'histoire, et au risque d'accaparer par trop ce journal, la liste nominative des 1.000 tués du 18 juin ?

Pour une plus ample information sur ce que nous venons d'écrire, en « réponse » non polémique à notre ami Salvagniac, nous renvoyons au Lien n° 420, juin 1986, — il y est aussi question du Major Galland...

Sur le point précis de l'existence ou non d'une demande ministérielle de rapport aux officiers rentrant de captivité, nous rappellerons que la « Gazette de Heide » du Lien de novembre 1989 (p. 4) est consacrée à un rapport de ce genre, daté du 24 septembre 1945.

Que des combattants de 39-40 qui, par la suite, ont accédé à des postes de haute responsabilité, politique ou autre, soient demeurés muets sur ces événements tragiques, et aient si peu contribué à notre défense, on doit le déplorer.

Certes des livres ont été écrits et des articles publiés dans la Revue Historique des Armées ou dans la Revue d'Histoire de la deuxième guerre mondiale. Très techniques ou de portée générale, ils ne sont pas de nature à nous défaire de l'impression persistante que les vrais responsables, ceux de la préparation et de la conduite de la guerre, se sont dérobés devant l'histoire... Que semblable dérobade se soit reproduite encore pour des conflits ultérieurs (Indochine, Algérie) ne peut que nous conforter dans la recherche, à notre échelle, de toujours plus de transparence et de vérité. C'est ce que nous nous efforçons de faire dans Le Lien, maladroitement peut-être, injustement parfois à l'égard de tel ou tels, mais jamais dans un esprit de dénigrement ou de rancœur.

Et c'est très sincèrement que nous nous réjouissons quand notre travail suscite des controverses, des critiques, des mises au point et des compléments d'information.

J. T.

XI^e CONGRES DE GRAUDENZ

à ANGERS, les 14, 15 et 16 juin 1990

Organisateur : M. DELETANG
27, rue du Petit Chaumaineau, 49100 Angers.



Quelques brèves nouvelles... Allais-je déroger à mon « devoir » mensuel, vu le peu de nouvelles reçues, et le Kommando 604 allait-il, pour une fois, disparaître des colonnes du Lien, et mes camarades du 604 ne pas retrouver leur rubrique ? Ce n'était pas possible. Il faut montrer aux amicalistes des VB - X A, B, C que les amis du 604 sont toujours là.

Nos amis FRUGIER n'oublient pas chaque mois de venir prendre des nouvelles de la grande famille du 604, ainsi firent-ils en cette fin de janvier 1990. Un grand merci à eux deux.

Relevé dans le « Courrier de l'Amicale » du mois de janvier, les noms des cotisants suivants : ROBERT, BALESDENS, Yolande DROUOT et COULON. Bravo les amis.

Bonne santé les amis, et au mois prochain.

M. MARTIN.

Mle 369. Stalag 1B puis XB.

Les Anciens du Waldho

Par téléphone notre ami Raoul BERTIN m'apprend le décès d'un ancien du Waldho : notre ami commun Jules CARLIER.

Depuis quelque temps déjà, la santé de Jules donnait des inquiétudes à son entourage. Hospitalisé, il a succombé au mal qui le tenaillait.

Nous nous sommes surtout connus au début de 1942 au Waldho quand Jules vint rejoindre l'équipe du Magazin Woltharth. Il avait débuté, comme infirmier, en Médecine, puis le personnel militaire augmentant de mois en mois par suite de l'arrivée de nouveaux infirmiers, vrais ou faux, et le rapatriement des sanitaires ayant été interrompu par suite de l'évasion du Général Giraud, il y eut un excédent d'infirmiers et l'ami Jules CARLIER fut affecté au Magazin Woltharth où il vint nous rejoindre René GALMICHE et moi. Nous nous étions réparti le travail : GALMICHE tenait le livre des entrées à l'Hôpital, Jules assurait la liaison Bureau-Washerei, et moi qui distribuais le matériel aux entrants. Trois tâches qui pouvaient être faites facilement par une seule et même personne. Mais nous n'allions pas nous plaindre de cette répartition qui nous laissait de nombreux loisirs.

Pour rouler notre patron, l'Allemand WOLHFARTH, un Bavaarois pur sang, pensionné de 14-18, et gérant du Waldhôtél, transformé en hôpital par suite de guerre, nous nous entendions à merveille, et nous pouvions attendre tranquillement une libération qui devint effective en mars 1943. Nous fûmes donc libérés tous les trois en même temps, au grand dam de notre patron allemand, qui était allé se plaindre à la direction allemande du Waldho de ce « sabotage industriel » !

J'ai retrouvé l'ami Jules quelques années après notre libération. Raoul BERTIN m'avait fait savoir que notre ami était rentré à l'Hôpital St-Joseph à Paris pour une délicate opération. On lui a enlevé une partie d'un poulmon. Je suis allé lui rendre une visite d'amitié. Il était cloué sur son lit d'hôpital et grande fut sa surprise de me voir entrer dans sa chambre. Nous étions heureux de nous revoir. Je l'avais trouvé tout ragaillard. L'opération était une parfaite réussite. Nous avons passé l'après-midi ensemble, nous rappelant les coups-fourrés envers notre patron allemand. Les

hasards de la vie ont voulu que par la suite nous ne pûmes nous revoir : la santé de Jules ne lui permettait pas de quitter sa bonne ville de Péronne. Mais par l'intermédiaire de Raoul BERTIN, qui le voyait souvent, nous avions des nouvelles de l'un et de l'autre, jusqu'à ce que la mort vienne le surprendre.

Adieu Jules, camarade charmant, partenaire loyal. Les moments passés dans notre troisième étage du Bâtiment des Allemands, ne furent jamais tristes, malgré notre captivité, et notre situation de prisonniers était supportable, grâce à notre entente. Cela ne pouvait pas s'oublier. René GALMICHE et moi étions ses aînés. Notre cadet nous quitte et nous sommes bien tristes. René et moi ne t'oublierons pas.

A son épouse, à sa famille, l'équipe du Magazin Woltharth, les Anciens du Waldho et l'Amicale VB-X A, B, C présentent leurs sincères condoléances. Raoul BERTIN et Mme représentaient l'Amicale aux obsèques de notre ami Jules CARLIER.

Henri PERRON.



L'équipe du Magazin Woltharth au grand complet, de gauche à droite : René GALMICHE, Jules CARLIER, Henri PERRON. Photo prise par notre patron dans la cour du Waldho.

3 Septembre 1939, 50 ans déjà...

TRES PEU DE PERSONNES ONT UN SOUVENIR DE CETTE DATE... ET POURTANT !

Pour nous, combattants prisonniers de guerre, elle marque le début d'un conflit mondial. Pauvres P.G. nous avons subi pendant de longues années les ERREURS de nos dirigeants.

Dans ses « Mémoires » Raymond ARON rappelle à juste titre que la plus grande erreur politique des années 30 eut lieu non pas en 1938, mais le 7 mars 1936 en refusant d'intervenir lors de la remilitarisation de la Rhénanie par l'Allemagne en violation des accords de Locarno.

A cette date j'étais sous les drapeaux. Tout était prêt ! mais la réaction a été courte. Lamentable.

Petit retour « aux années 1914 ». Dans mon bureau se trouve en bonne place une lithographie du grand artiste Moretti (dessins exécutés pour illustrer les deux beaux volumes consacrés à Jacques Brel). La chanson est intitulée : « Jaurès ». Assassinat de Jaurès le vendredi 31 juillet 1914 et reproduction de l'ordre de mobilisation datée du dimanche 2 août 1914.

En ce qui concerne la deuxième guerre mondiale, j'ai bien modestement exécuté (derrière les barbelés) deux dessins dont l'un évoque l'apposition de l'affiche rappelant les N° 6. Cela se passait le 26 août à La Guiche.

Le lendemain triste départ... pour débarquer à Dijon ; les premières impressions sont déplorables. Pendant trois jours, Quai Gaillot, nous avons subi les ordres et les contordrements dans une pagaille indescriptible. Cela ne laissait augurer rien de bon !

Le 1^{er} septembre, le P.C. de l'Artillerie divisionnaire de la 15^e D.I.M. était stationné dans le château de l'Amiral de Coligny à Choye dans la Haute-Saône. C'est dans ce lieu historique que le TROIS SEPTEMBRE 1939 nous avons appris cette triste nouvelle : nous venions de déclarer la guerre à l'Allemagne.

Nous étions — dans l'ensemble — loin des « démonstrations » de nos aînés en 1914 « Nach Berlin ! »

Un malaise s'était emparé de nous, ce n'était pas la joie ; et pourtant le trajet pour rejoindre nos positions à Schorbach (Moselle) s'est effectué en autobus (Régie des Transports de Saône-et-Loire) par un temps magnifique qui incitait à la promenade dans des coins enchanteurs.

Première désagréable surprise : Schorbach est situé à 8 km de Bitche — en avant de la ligne Maginot — au sud de Deux-Ponts. Incroyable ! Il a fallu attendre trois longues semaines pour que le Haut-Commandement nous retire de ce coin malsain... pour nous diriger dans l'Aisne à Chauny.

La drôle de guerre commençait. Vous connaissez la suite, le 10 mai est arrivé...

En Allemagne, durant cette même période, une préparation intense se poursuivait. En France c'était le marasme. Triste résultat : en 45 jours de combats 120.000 de nos camarades sont tombés ! Pourquoi ?

Paul DUCLOUX - 24593 X B.

Joseph LANGEVIN à l'honneur



A l'issue de la séance du conseil d'administration du 25 novembre 1989, le président Maurice PHILIZOT a remis à M. LANGEVIN doyen d'âge du conseil d'administration la plaquette d'argent de l'Union, en raison des éminents services qu'il a rendus à la Mutualité Combattante. En effet, depuis 1964 Joseph LANGEVIN est président de la REMUCO (mutuelle n° 205). Il est membre du conseil d'administration de l'Union depuis le 7 juin 1980.

RECHERCHONS

témoins directs ou ayant eu connaissance de l'exécution, le 16 juin 1940, de TRENTE soldats français du 151^e R.I. et du 6^e R.A.A. à Jully-sur-Sarce (Aube).

(Ecrire au journal).

La Gazette de Heide

LE RIDEAU DE FER

Vingt ans après la libération, ma femme, mes deux filles et moi nous sommes allés en pèlerinage sur les lieux de ma captivité. Nous n'étions pas seuls, les ex-P.G. de Heide s'étaient donné rendez-vous sur la Marktplatz. Ce que furent nos retrouvailles a fait l'objet d'un article que j'ai déjà publié, je ne m'étendrai pas là-dessus.

Comme l'on parlait beaucoup à l'époque du rideau de fer séparant l'Orient de l'Occident et qu'il passait non loin de Heide, ma famille demanda à le voir de près.

Nous partîmes donc en voiture, un matin, de l'hôtel et prîmes la direction de la Côte Balte, cap plein Est.

Le temps était maussade en ce début d'août 65. Le ciel et la mer affichaient la même grisaille que l'on retrouve partout en ce coin déshérité d'Allemagne, sur les vieilles pierres, les troncs d'arbres, les vêtements et même dans les yeux des habitants.

Après avoir passé la ville de Lübeck (qui se rendit jadis célèbre pour son oflag de représailles, où des officiers alliés de toutes nationalités, juifs et autres purgeaient des peines de forteresse), un chemin départemental mal entretenu nous dirigea vers la frontière de la R.D.A., gardée par son rideau de fer.

Du fer, il y en avait partout. Dans l'épais réseau de barbelés, dans les miradors, dans les chevaux de frise, dans les pieux fichés en terre contre une éventuelle attaque de chars venant de l'Occident. Le rideau de fer portait bien son nom.

Les douaniers de la R.F.A. nous firent garer notre véhicule dans un parking où il y avait déjà plusieurs voitures ; puis à pied nous allâmes au poste de douane gardé par des hommes armés. Une barrière semblable à celle des passages à niveau, supportant un écriteau « ZOLL », barrait la voie. On nous laissa passer avec l'ordre impératif de ne pas dépasser une large bande blanche traversant la chaussée, car là commençait le « no man's land ». Pour nous le prouver un vopo nous coucha en joue en criant « Halt ! ». Les douaniers de l'Ouest nous rappelèrent et l'on fit demi-tour.

Mon élément féminin n'en menait pas large et le masculin que je représentais n'était pas rassuré non plus. Dame, mettez-vous à notre place, voir en temps de paix l'œil noir d'un fusil braqué sous votre nez ! Le garde de l'Est était en feldgrau avec du rouge sur le col et la casquette, et son fusil d'assaut, flambant neuf, avait une crosse en bois jaune clair. De retour au poste ma grande fille se fit disputer car, par gaminerie, elle avait posé le pied un peu au-delà de la ligne et les vopos étaient nerveux, des incidents ayant eu lieu la veille, si nous avions franchi la ligne ils auraient tiré. On nous fit voir un panneau de bois où des photos montraient des victimes imprudentes ou téméraires étendues mortes sur la route.

Une dame allemande, ayant assisté à la scène, nous fit signe depuis sa fenêtre d'approcher. Apprenant que nous étions Français et non Danois, comme notre plaque minéralogique noire à lettres blanches le faisait supposer, elle nous conduisit au fond de son jardin au pied d'un écriteau annonçant la frontière et où la vue sur le Rideau était imprenable. La clôture bordait un champ d'une centaine de mètres de large, qu'un tracteur de l'Est ratissait soigneusement tous les jours afin de pouvoir déceler des traces éventuelles de pas nocturnes ; un terrain miné avec des mines antiper-

sonnelles, les fameuses « Springmine » (mines bondissantes à hauteur d'homme), capables d'arracher une jambe ou même un bras, bordait le réseau de barbelés lui-même électrifié et éclairé toute la nuit par de puissants projecteurs.

Des miradors s'échelonnaient sur tout son parcours. Ils étaient construits solidement, pour durer. Les quatre pieds supportaient une vaste salle d'observation et une échelle en donnait l'accès. De là, des hommes casqués nous observaient à la jumelle. Une mitailleuse lourde était pointée sur nous. Ayant moi-même une lunette d'approche, aucun de leurs gestes ne m'échappaient, je vis très bien le servant manœuvrer le levier de la culasse quand je lui fis de la main un signe d'amitié.

Un automobiliste muni d'un laissez-passer se présentait pour aller à l'Est. Il mit presque une demi-heure pour traverser les divers barrages entre les deux pays. Un autre revint de la R.D.A. et soupira de soulagement en franchissant la ligne de l'Ouest. Il était frontalier et semblait bien connaître les douaniers. Il leur dit qu'il revenait du chevet de sa tante malade et qu'il n'était pas sûr de pouvoir aller à ses obsèques. Quand il sut que nous étions Français, il nous dit :

— Dites leur, à vos compatriotes, ce que vous avez vu ici !

Ce que je promis de faire.

Nous quittâmes ce poste frontière atterrés et muets pour aller déjeuner dans un petit port de pêche et ensuite visiter les bateaux.

Une digue s'avancait dans la Baltique où étaient accostés de nombreux crevetiers. Mes 2 filles voulurent les voir. Ma femme fatiguée, elle relevait d'opération, resta dans la voiture. Mes filles avaient respectivement 14 et 17 ans et présentaient bien. Elles me donnèrent le bras et nous nous engageâmes sur le chemin du môle.

Un ivrogne, la canette de bière à la main, les pieds ballants sur le quai, m'interpella en allemand.

— Il t'en faut deux à toi ?... Tu les prends au berceau ?

Ne voulant pas discuter et n'ayant pas envie de rire je répondis : — Nie pounimaille (1).

— Ach mensch, das war Russen !... fut sa réponse (2). Il devait parfois en venir jusque-là.

Ceci se passait il y a 25 ans. Les temps ont changé. Les barbelés sont devenus perméables le long de la frontière. Les passages entre les deux Allemagnes sont plus faciles. Le Mur de Berlin est tombé. Entrons-nous dans une période de paix ? La réunion des deux pays qui se regardaient en frères ennemis nous causera-t-elle encore des problèmes ? L'avenir nous le dira.

Je remercie tous les amis qui m'ont témoigné leur sympathie.

Je pense pouvoir me rendre à Vincennes fin mars. Plus rien ne me retient à la maison qui sonne le creux par moment. Et si je ne suis pas trop fatigué j'assisterai à la réunion des Anciens de Heide. Je ne promets rien.

Amitiés à tous et à toutes.

Jean AYMONIN - 27641 X B.

- (1) En russe : je ne comprends pas.
- (2) En allemand : M., c'était des Russes.

Mots croisés n° 461 par Robert VERBA

| | | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| I | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | |

HORIZONTELEMENT :

I. - Elles sont toujours bonnes lors de nos rencontres. — 2. - Personne qui se fait de la bile. — III. - Faire un surcroît de hausse. — IV. - Une bière anglaise renversée. - Pronom personnel. — V. - Titre donné aux docteurs de la loi coranique. — VI. - En avoir un quart signifie un grand nez ! - Indique une adjonction. — VII. - Etat moral signifiant la fatigue. — VIII. - Greffée. - On l'est en rupture quand on a brisé les contraintes imposées par son milieu. — IX. - Faisant atchoum.

VERTICALEMENT :

1. - La nôtre a lieu cette année le 29 mars. — 2. - Usinant le bois à l'aide d'une toupie des surfaces servant d'ornement à un ouvrage d'ébénisterie. — 3. - Il vend aussi bien du tabac, des allumettes, des timbres, etc... — 4. - Quand on y ajoute « cream », on la déguste froide. - Avoir. — 5. - Se pique. - Suffixe servant à former, à partir d'un nom propre, des adjectifs signifiant « Habitant de ». — 6. - Apparues. - Coordonne. — 7. - Grand récipient. - Instrument de musique. — 8. - Une thèse qui se termine sans avoir débuté. - Grade dans le judo. — 9. - Quand on l'a à la gorge, signifie une vive émotion.

Solution en dernière page.

Association Nationale pour les Rassemblements et Pèlerinages des Anciens Prisonniers de Guerre.

Communiqué de presse

« TOUS DANS LE MEME BATEAU »

Pour le 50^e anniversaire des combats de mai et juin 1940 et aussi le 45^e anniversaire de la fin de la guerre et du retour en France de 1945, l'Association nationale pour les rassemblements et pèlerinages des anciens prisonniers de guerre organise une 10^e rencontre à Lourdes, en juin 1990.

Le programme s'échelonne du vendredi 15 juin jusqu'au lundi 18 juin.

Pendant toutes ces journées, il y aura des réunions par catégories d'anciens combattants, par camps P.G. et entre épouses.

Une exposition au Palais des Congrès rappellera les divers conflits où furent engagées des troupes françaises. Il sera aussi exposé des dessins d'enfants des diverses écoles de la ville, sur le thème de réflexion du rassemblement : « Tous dans le même bateau ».

Sont invités à ce Rassemblement-Pèlerinage tous les anciens combattants et appelés au service de la nation de toutes les générations. Ceux qui ne s'intéressent pas aux cérémonies religieuses peuvent trouver de nombreux centres d'intérêt.

De telles rencontres ont lieu à Lourdes parce que c'est la ville qui s'y prête le mieux et où, comme des expériences anciennes l'ont prouvé, la municipalité a toujours apporté à l'A.N.R.P.A.P.G. une aide compétente et efficace.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à Pierre ANDRE, Secrétaire Général, 15, Bd de Verdun, 76200 Dieppe. Tél. 35 82 45 30

Paris - Région Parisienne, par train : BAZIN Jean, 13, rue de l'Egalité, 93140 Bondy. Tél. 48 47 24 91.

Par avion : PERREARD Léon, 75, Av. Franklin Roosevelt, 77210 Avon. Tél. 64 22 95 56.

— QUARANTE-CINQUIEME ANNIVERSAIRE —
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
JEUDI 29 MARS 1990
VENEZ NOMBREUX

COURRIER DE L'AMICALE

par Robert VERBA

JAUNEAU André, Blois.
HOULES Marcel, Perpignan.
HENRY André, La Varenne-St-Hilaire.
 Dr. Lt-Colonel **GUINCHARD Henri**, Champagnole.
GUILLAUME René, Trevoeux.
GOERY Yvan, St-Palais-sur-Mer.
GOBILLARD Roger, Courtisols.
FILIPPI Antoine, Porto Vecchio.
DE MONTFAUCON Daniel, Clion.
COMBES J.-M., Sabruguière.
CLERGEOT Roger, Troyes.
CARRERE Marcel, Canohes.
CARPIER Georges, Dunkerque-Malo.
CAILLET Eugène, Ars-en-Ré.
BREZARD Auguste, Pin.
BRUNET René, 75018 Paris.
BORDAT Eugène, 75008 Paris.
BOISSINOT Louis, Vihiers.
BAS Jean, 75013 Paris.
BARON Jean, Boulogne-Billancourt.
 Mme **BADER LACLAVERIE**, Vaucresson.
 Mme **AVENAS**, Tarascon.
AURIOL Elie, Semalens.
ALTHERRE Donat, Le Thillot.
SERRETTE Léon, Mignovillard.
 Mme **René ROBIN**, Bouaye.
POINTARD Albert, Sancerre, qui écrit :
 « Puisse la nouvelle année
 Etre belle et fortunée,
 Pour vous !
 Que le ciel soit sans nuage,
 Que l'an ignore l'orage,
 Chez vous ! »
MALLET Serge, St-Germain-les-Arpaion
 en souhaitant que ses jambes retrouvent leurs forces pour 90 et la suite.
LE QUELLEC Jean, Carnac.
HURMAN Albert, Allauch.
HELIAS A., Quimper.
VERBA Francis, Ville-d'Avray.
ETIENNE Maurice, Sainte-Memmie.
DE MALHERBE Jean-Charles, Nantes.
COLLOT Marius, Naives-en-Blois.
CLAVIER Octave, Faverolles, qui en profite pour envoyer un amical salut à tous les copains du Kommando St-Georgen.
 Mme **DINE Lucette**, Midrevaux, qui écrit :
 « Bon Noël à tous de la part d'une veuve solitaire et triste »
 Vous n'êtes pas seule, chère Lucette, car nous sommes de tout cœur avec vous.
CANAVESVO Adrien, Aubagne.
CHABERT André, Grenoble.
 Avec un retard dont je prie les intéressés de bien vouloir m'excuser : **ISTA A.**, notre ami, Président de l'Amicale belge des « V » ; **PIMPURNIAUX A.**, notre ami, Président de l'Amicale belge des « X », adressent à leurs camarades français les meilleurs vœux de bonne année. Merci à tous les deux, et que 1990 soit une bonne année chez vous !
ROSE Odette, de Rueil (92), transmet à toute l'Amicale ses meilleurs vœux et sa fidèle amitié ». Merci, chère amie, et bon courage dans votre dure épreuve.
 (T.)

COURRIER (suite)

Le courrier continue à affluer, avec vos vœux, vos cotisations, vos dons et vos amitiés à tous.

Merci à nos amis :

ARNOULT Lucien, Axat, qui vient de subir une opération à cœur ouvert. Nous l'apprenons par son épouse et souhaitons qu'à ce jour, ils soient tous les deux à nouveau réunis chez eux et en pleine forme.
AUBE Yves, 75016 Paris.
BAILLET Alfred, Blainville-sous-L'Eau.
BARACAND Joseph, St-P.-de-Colombier.
BEAU Ernest, Limoges.
BEGOC Jean-François, Bourg-Brèles.
BERNARD S.-M., Canada.
BORIE Charles, Brignais.
BOURDE E., Lehon.
 Mme **CASANOVA Marie-Françoise**, Les Pennes-Mirabeau, nous écrit : « J'admire la fraternité qui anime ce journal et vous prie d'ajouter à mes meilleurs vœux, ceux adressés à Mme Roger BROCARD, Mme DIDIER, l'Abbé BRION, M. PONTANA ».
CASTELLS François, Carcassonne.
CENS Jacques, Saint-Erme.
CHAMPEAU Georges, 75116 Paris.
CHARBONNET C., Trévoux.
CHARPENTIER Michel, Nancy.
COCHE Lucien, Champigny-sur-Yonne.
COURBOU Antoine, Aurillac.
CRETE Maurice, Epernay.
DHAUSSY Victor, St-Maximin La Sainte-Baume.
DUPRE Raymond, Grasse.
ENCELOT Gilbert, Romorantin.
FALGAYRETTE Jean, Castres.
FILHOL Gabriel, Largentière.
LE FLOCH Jean-Louis, Quimper.
 Mme **GALIPAUD Germaine**, Breuil-Magné.
GAYRARD Louis, Carmaux.
GENTY René, Pont-d'Ain.
GOBERT Pierre, Rethel.
HAHAN Marcel, Luçon, avec l'espoir qu'il ait pu passer de bonnes fêtes en compagnie de son épouse qui a eu un petit accident.
EHRHARD Emile, Aulnay-sous-Bois, en souhaitant qu'il soit enfin sorti de l'Hôpital de la Salpêtrière où il séjournait depuis septembre. Son épouse nous prie d'adresser leurs meilleurs vœux à tous et, en plus, particulièrement à **LANGEVIN** et au Professeur **PAYRAU**.
HOULBERT Maurice, Conlie.
HUMBERT G., Metz.
JOUILLE Georges, Biscarosse.
KLEISLER Roger, Rosny-sous-Bois.
LAKS Charles, 75012 Paris, fait en même temps part à ses camarades du kommando de Schleswig du décès de son ami **Joseph FUCHS**.
KECK Alphonse, Luce.
LAMBERTI Michel, Villeneuve-le-Roi.

LAULHE Gabriel, Orthez.
LERT Edouard, St-Paul-Trois-Châteaux.
LOITRON Robert, Champagnolles, en lui souhaitant un arrêt dans la succession de ses opérations. En 12 années, il en a subi 9 !
LORION Roger, Chapelle-Saint-Luc.
MARCŒUR Emile, Dijon.
MARCY Paul, Nîmes.
MAQUIN Marcel, Anizy-le-Château.
MARTIN Pierre, Fécamp.
 Mme **Vve Fernand MASSINET**, Woippy.
MAURY Jean, Lacave par Souillac.
MICHAUD Roger, Vichy.
 Mme **MUCHERT Rosa**, Offemont.
PERNOT Alexis, Bavilliers.
PERRON Henri, Deuil-La Barre, qui a su pendant si longtemps gérer à la perfection notre journal Le Lien et qui se montre toujours aussi généreux envers notre Caisse de Secours.
PORTAL André, Saint-Ame.
ROGEON Louis, Parthenay.
SANSOULET F., Salies de Béarn.
SANIAL Elie, 75008 Paris.
SANTIAGO E., Biarritz.
SEVESTRE Henri, St-Denis-les-Rebais.
 Mme **STORCK**, Angers.
SUBIRANA Julien, Toulouse.
THIBAUDIER Pierre, Millery.
TRIPET J.-P., 75015 Paris.
VATINEL Georges, Grandchamp.
VINATIER G., Pons.
VIRET Fernand, Moye.
VOISIN Raymonde, L'Aiguillon-sur-Vie.
 Mme **WELTE Alice**, La Bresse.
GAUTHIER Raymonde, Uriménil.
VAN CORNEWAL Hubert, Hellemmes-Lille.
JAROUSSAT Lucien, Saint-Gilles.
LE FORT Claude, Angers.
GREVOZ René, Genève (Suisse).
 Mme **LEVY Yvette**, Molsheim.
CHASSEBOURG Roger, Saint-Savin.
TRIPET Jean, Roye.
VAILLY Pierre, Epinal.
CAMUS Georges, Chatillon.
CANDEILLE Noël, Béthune. Avec nos vœux de bon rétablissement.
DEMANNY Georges, Niederbronn-les-B.
CAUQUIL Marcelin, La Salvetat.
LECLERC Gaston, Chérenge.
LE JEUNE Maurice, 75019 Paris.
MEUNIER Paul, Ancizan (65).
MOREL Jean-Albert, Villers-Cotterets.
POISSON Maurice, Soignolles-en-Brie.
PALLUD Sylvain, Meythet-Amecy.
PONCET Léon, Saint-Martin.
SEUROT Alex, Asnières.
 Mme **RENOULT Marie-Louise**, Montréal-La Cluse.
BAVART Lucien, Creil.
 Mme **DEMUYNCK Raymonde**, Verneuil-en-Halatte.
GERMAIN Joseph, Ronck.
MINEUR Marcel, Moreuil.
BORIE Charles, St-Galmier.
AUBRY René, Favières.
LEVENT André, Carlepoint.
BONNOT Albert, Ste-Marie-de-Ré.

Mme **BARDIN Marie-Thérèse**, Beaune.
 Mme **RAYMOND Jeanne**, Lyon.
VEBER Charles, Yutz.
MONTANA Antoine, Marseille.
LECOMPTE Maurice, Varennes-sur-Loire.
CAVALLERA Fred, Gardanne.
DARCHIES André, Nanterre.
BULTE Robert, Marchiennes.
MERCIER André, Agneaux.
DESPAIGNE Antoine, Nantes.
ODIN André, Hyères.
KUPPEL Charles, Buxerolles.
LAMIRAND Henri, Haubourdin.
LECOURT Jean, Ambrières-les-Vallées.
 Mme **LIOT Thérèse**, Villiers-sur-Marne.
BERREGAS Pierre, Barbezant.
 Mme **DIEGELMANN Marie-Louise**, St-Dié.
 Mme **HENRIOT Eliane**, Ecully.
BRIN Lucien, Neuville-de-Poitou.
 Mme **GUENIER Etienne**, Craponne.
GERARD René, Favières.
BAILLET Robert, Gueux.
NOEL Henri, Nice.
MATHIEU André, Bains-les-Bains.
 Abbé **FAGOT André**, Barbonne-Fayel.
 Mme **DEMEILLERS Suzanne**, Rouen.
PIERREL Paul, La Bresse.
GUERBERT Jules, Faulquemont.
DURAND Raymonde, Fraize.
DOUCET J.-Georges, Nontron.
DEMONGEOT Marcel, Châtelleraut.
DANIEL Rémy, Longwy.
CARRIERE Jean, Perpignan.
BUCHER Daniel, Gagny.
BLIN Jean-Louis, Nancy.
 Mme **AUTRAN Andrée**, Jonquières.
POMME Jean-Baptiste, Pontacq.
MORINET Paul, Rolampont.
GONVERS Armand, Cannes.
CASTIGNEROL Henri, Rizaucourt-Buchey.

DECES

Avec beaucoup de tristesse nous apprenons la mort de nos amis :
SUIRE Auguste, de Chantonnay (85).
DUMONT Bernard, Romoville-Chantonnais (88170).
BERNAY Jean, Saint-Cloud (92210).
VIREY Raymond, Nod-sur-Seine 21400.
RYSTO Raymond, Vaucresson 92420, qui nous rendait souvent visite au 46 rue de Londres, que beaucoup d'entre nous avaient connu au camp du VB et dont ils garderont un bon souvenir.
GUILLONEAU Robert, Neuilly-en-Dunois, 28800 Bonneval.
PARUELLE Arsène, Quistreham (14).
 ● RECTIFICATIF : Dans Le Lien de décembre, à la rubrique « Décès » lire : PANIZZA Charles.

IMPOT SUR LE REVENU

Une demi-part supplémentaire de quotient familial pour les contribuables mariés lorsque l'un des conjoints est âgé de plus de 75 ans et est titulaire de la carte de combattant ou d'une pension d'invalidité de victime de guerre (Article 195.6 du Code des Impôts).

Cette disposition n'est pas nouvelle, mais il importe que nos camarades arrivés à cet âge et remplissant les conditions exigées l'indiquent par une annotation sur leur déclaration annuelle de revenus ou/et produisent la photocopie de leur carte de combattant.

DAROT P.

VALIDITE DE LA CARTE DU COMBATTANT « AD VITAM AETERNAM »

L'arrêté du 27 janvier 1989 précise que cette validité est désormais permanente.

Les nouvelles cartes attribuées ne porteront aucune indication relative à leur durée de validité.

Les anciennes cartes sont donc toujours valables et ne seront pas renouvelées, sauf en cas de détérioration ou de perte.

LE POINT D'INDICE DES PENSIONS

Au 1^{er} septembre 1989, la valeur du point d'indice des pensions militaires d'invalidité a été portée à 66,67 F.

A cette date, le montant annuel de la retraite du combattant s'éleva donc à 2.200,11 F.

On peut se procurer le livre

LES LOUPS DANS LA BERGERIE, 1940-1945

en le demandant à :

Dr **RAFFALI**, 2, rue Clément Roassal, 06000 Nice
 Joindre, soit : CCP à Raffali Lucien n° 1231 68 T Marseille
 soit : un chèque bancaire.
 Prix : 150 F. + poste 17 F.

● Le Lien publiera prochainement une note sur cet ouvrage.

Le coin du souzite

par Robert VERBA



L'occasion fait le larron

Été 1943. Troisième tentative d'évasion pour notre ami Albert. Cette fois-ci il s'était juré de réussir.

Les deux premières ont été un échec, car la traversée de la frontière pour la Suisse était un véritable problème. Mais aujourd'hui il avait tout prévu et il ne se laisserait pas surprendre comme les fois précédentes, pénétrer en Suisse et se retrouver en Allemagne !

Il faisait une chaleur étouffante et cela faisait trois jours qu'il n'avait, pour ainsi dire, pas une minute de repos.

Enfin il se retrouvait de l'autre côté de la frontière. Hourrah ! Il avait réussi !

Complètement crevé et mourant de faim, il aperçut au loin une petite ferme. Il s'y rendit péniblement et frappa à la porte.

Jules, le propriétaire, entra ouvrit le battant et sèche-ment demanda : Que voulez-vous ?

Je suis un évadé français, lui dit Albert. Je vous prie de m'accorder l'hospitalité pour quelques heures.

Jules fit un signe interrogatif à sa femme Lucienne qui acquiesça, trouvant notre ami « pas si mal que ça ».

— Bon ! Entrez, mais pour quelques heures seulement.

— Vous n'auriez pas quelque chose à manger ? je vous revaudrai ça dès que je serai de retour chez moi.

Jules se leva et lui donna un bon morceau de pain avec une toute petite cuillerée de margarine.

— Tenez, lui dit-il, mangez !

— Je vois, là, un jambon pendu, puis-je en avoir une petite tranche ?

— Alors là, vous exagérez ! hurla Jules. Passe encore pour le pain et le « beurre », mais du jambon ! J'ai eu assez de mal à m'en procurer et avec le coût de la vie actuelle, c'est une acquisition trop précieuse pour la partager avec n'importe qui !

— Bon, bon, par contre je n'en peux plus et l'orage a l'air d'arriver. Puis-je passer la nuit chez vous ?

— Ça, mon ami, c'est une autre histoire et je n'ai pas de quoi vous coucher. Ma grange est à 2 kilomètres d'ici et je vois que vous ne tenez même plus debout.

— Oui, convint Albert, et c'est tout juste s'il ne s'effondra pas.

— Voyant cela, Jules consulta une nouvelle fois Lucienne qui lui fit signe que oui.

— Ecoutez ! Nous avons pitié de vous et nous ne voudrions pas que les Suisses soient considérés comme des gens non accueillants, aussi vous pouvez vous déshabiller et vous coucher dans notre lit qui est assez large pour coucher à trois. Lucienne se couchera à gauche, vous à droite et moi au milieu. Et essayez de ne pas ronfler !

Aussitôt dit, aussitôt fait, et les voilà tous les trois endormis.

Vers les 3 heures du matin l'orage se mit à redoubler de violence, ce qui les réveilla.

— Bon Dieu ! dit Jules, nos moutons qui sont dehors risquent de s'affoler... Il faut que j'y aille tout de suite.

Il se leva et sortit.

Il était à peine dehors que Lucienne tapota l'épaule d'Albert.

— Tu peux y aller, dit-elle.

— Vous croyez, Madame ?

— Mais oui, il en a bien pour une demi-heure à rassembler tous les montons...

— Vous pensez vraiment que je puis ?

— Bien sûr, dépêche toi ! Tu ne risques rien ! En rentrant il n'aura qu'un désir, celui de se coucher et de se rendormir.

Alors Albert se leva précipitamment et se découcha une énorme tranche de jambon !!!

Le feuilleton du " LIEN " (exclusivité)

« L'ENCHTIBE »

Roman inédit d'André BERSET.

CHAPITRE XI

RESUME DES EPISODES PRECEDENTS.

Après les inévitables avatars des débuts de la vie militaire, les jeunes recrues que l'on forme en vue de probables hostilités se perfectionnent à un rythme accéléré.

Mais voici qu'on commence l'instruction des élèves caporaux. Notre héros s'y voit désigné à la dernière minute.

Ca y est ! Ils essaient déjà d'élever une barrière entre les individus. Sûr que les fayots, les prétentiers, les muflagas vont se croire obligés de considérer le tout un chacun avec une commisération méprisante. Ça démarre avec l'inévitable Debrique qui rembarre le gros Maleuf qui lui tapait amicalement dans le dos. Antoine lui fonce dessus :

— « Dis donc, mon pote ! T'as pas chié la lune ! Alors ! sardines ou pas t're préviens, si tu joues les jules, t'auras la grosse tête ».

Le plus drôle, c'est qu'une espèce de revirement semble s'être fait dans la haute pétée militaire. Voici qu'on le rétablit dans sa fonction de chef de chambre, mais, cette fois-ci, chez les élèves caporaux.

C'est un sergent qui lui annonce, avec la grâce et la délicatesse coutumière à l'espèce, en ouvrant la lourde en coup de vent et en beuglant :

— « Blavien, c'est vous qui êtes responsable de la chambre ! Si c'est pas propre, vous aurez quatre pains ! Vu ! »

Comme il ne faut jamais laisser tiédir la marmite, notre champion en profite illico ; il appelle Rousset.

— « Dis donc, v'la un bon pour les cuisines, tu leur demanderas vingt-cinq déjeuners ».

— « Mais, on n'est que dix-huit ? »

— « Et la matière grise qu'on va dépenser, papa ! Qu'est-ce que t'en fais ? Les études... ça creuse ! »

Dehors, la neige tombe en tourbillonnant. Toute la cour de la caserne est recouverte de ce linceul blanc. Les hommes d'aujourd'hui, enfants d'hier, contemplant cela avec nostalgie. Ils songent à leurs familles. Là-bas. Au bout du monde. Leur monde à eux. Le cafard les gagne. La nuit envahit le ciel. Et les cœurs. Une larme coule parfois, discrètement essuyée. On rêve. On s'ennuie. On désespère. C'est cela aussi, bien souvent, l'armée.

Quand on est grifton, une chose à laquelle on est particulièrement sensible, ce sont les interventions du vague-mestre. Tout ce qu'il vous apporte est bienvenu. Les lettres que l'on va lire dans un coin, tranquille. Les colis que l'on ouvre précautionneusement, et qui vous amènent une foulitude de bonheurs infimes, les mandats qui viennent grossir le pécule microscopique et permettre une petite évasion avec les copains car, dans ce monde-là comme dans les autres, si l'on n'a pas un fifrelin, et même si l'on est considéré comme le meilleur des mecs, on se retrouve plus ou moins sur la touche. Les journaux qui vous donnent un relent de vie civile.

Il n'y a pas pire pour le moral, lors du rapport journalier, que de voir les autres recevoir quelque chose alors que l'on repart les mains vides. On a l'impression d'un néant, d'un abandon total ; on se sent, soudain, désespérément seul.

C'est qu'il faut les voir les « nantis », ceux qui planquosent les photos de leurs nanas. Ils vont s'enfermer dans les chiottes pour les becoter amoureuxment. Ils n'échappent pas pour autant à la perspicacité des vachards, ni à leurs sarcasmes :

— « Tu viens encore de te taper un rassis devant la trombine de ta garce ! »

— « Dis, c'est vrai qu'elle a un nouveau mironton ? »

— « Surtout qu'elle a pas de mal à trouver mieux ».

Décidément, cet âge est sans pitié.

Dans le milieu de la pièce, deux lutteurs, le torse nu, font un match sur des matelas étalés sur le sol, et sous les encouragements des autres énergumènes de la carrée.

— « Vas-y, Brique, mords z'y l'œil ! »

— « Fais z'y une pince, Capon, il l'a dans l'os ! »

Buttlering, un blondinet, culotté en diable, qui fait partie des nouveaux potes d'Antoine vient le trouver. Il montre la bouille des grandes catastrophes.

— « Tu te rends compte, gémit-il, il va nous falloir passer toutes les fêtes du jour de l'an dans ce trou merdeux, c'est à crever ! »

Notre loupiot attend la suite, car il se doute qu'un foiridon à tout casser comme Buttlering a déjà sa petite idée ; il a juste besoin d'un type gonflé à tout crin comme cécolle pour la réaliser. Ça ne loupe pas.

— « Dis donc, si on posait une trente-six heures pour Strasbourg ? Là-bas, on rigolera sûrement plus ».

Qu'est-ce que je vous disais ? Juste le genre de truc susceptible de convenir à notre zigomar.

— « D'accord ! »

L'autre insiste :

— « Mais, tu sais, ils sont duraillees sur les perms pour Strasbourg ; tous les caporaux et les anciens le disent, surtout un jour de l'An ! »

Ma parole, il le fait exprès ! C'est cela qui le décide, notre loustic, faire une chose qui passe pour irréalisable. Il pose donc sa demande sans tergiverser sur le lieu et la date. Son copain, rendu prudent par les conseils des chevronnés, demande Nancy, c'est parait-il, plus facile à obtenir.

Pourtant, c'est Antoine qui, à la surprise générale, reçoit le plus facilement l'avis favorable du juteux. Décidément, il y a quelque chose de changé dans cette caserne.

Strasbourg, y'a pas, c'est une sacrée belle ville ! Surtout un soir de Réveillon. Les rues sont animées. Les maisons originalement mises en valeur. Les charcuteries alléchantes. Les lumières éblouissantes. Ça remue. Ça vit. Ça vibre ! Pour deux parigots en goguette comme nos troubades, on ne fait pas mieux. Ils ressentent comme une régénérescence. Il y a seulement deux ou trois petits machins qui les font tiquer. Par exemple cette pâtisserie qui leur affirme que ses gâteaux sont : « Aussi bons qu'en France ».

Ils traînent la godiche, de la rue des Hallebardes à celle du Vieux Marché aux Vins. Ils contemplant les pignons. Les architectures à colombages. Jettent un cil sur le château des Rohan, Glandouillent dans la Petite France. Contemplant les rives de l'Il. Le Fossé du Faux Rempart, et aboutissent Place de la République, dans la verdure, pour revenir au centre.

L'heure du casse-croûte arrive, et comme leur bourse n'est tout de même pas mirobolante, ils vont déjeuner dans un Unifex.

Attiré par leurs uniformes, un type d'une trentaine d'années, brun, trapu, les yeux fixes, brillants, légèrement exorbités, vient vers eux.

— « Ah ! les gars ! s'exclame-t-il. Vous pouvez pas savoir. Je suis une salope. Satanée bourrique, foutu, anéanti, vidé déclassé social, un rebut, moins que rien. Figurez-vous que j'ai tué mon capitaine. Comme ça, sans le vouloir. D'un coup de poing qui a glissé sur la gorge. Cané il était, ce fumier, sans que je le sache. J'ai passé le falot, ils m'ont accordé les circonstances atténuantes. Ça m'a évité le cass-briques. Douze balles dans la paillasse, la chiourme. Mais ça m'obsède. Je cauchemarde à tout berzingue. Et puis, l'armée, moi, j'aime ça. Je suis tout seul. Vous voulez bien que j'aille avec vous ? »

Les gosses, ils marchent. Un personnage hors série, ce n'est jamais à dédaigner, il n'y a qu'avec eux qu'on apprend des choses. Les autres sont flasques, insipides, monotones.

Les voilà donc trois. Leur compagnon leur sert de cicerone. Il les guide à travers les dédales de la ville qu'il connaît à fond. Les quartiers anciens. La maison Kammerzell. La cathédrale et son horloge astronomique. Il est peut-être cinglé, mais il sait tout. Il donne des dates, des précisions, des détails, cite des faits historiques.

Place du Corbeau, ils sont pris à parti par une espèce de pionnard titubant.

— « Moi, les tringlots, je les ai à la raie ! » qu'il brome, ce paumé ; aussi sec, le pote et nos deux pioupious l'attrapent au colbac.

— « Tu rambines ou je te mouche les naseaux ! »

Buttlering le calme. — « Fais gaffe, des fois que ton poing glisserait encore ».

Histoire de se reposer un peu, ils rentrent dans un Cinéac dont le spectacle est toujours assez court : un petit film, un dessin animé et des actualités. C'est la cerise ! Voilà qu'on projette le quartier de notre loupiot, le Ballon des Ternes ! Ça lui en fout un coup, il ressort de là rêveur.

Après, c'est la virée de brasseries en brasseries. Il y a des orchestres où les cuivres et les accordéons dominant, faisant sautiller d'opulentes personnes insensibles aux paturons d'autrui. Il y a de l'ambiance et du folklore bedonnant.

Puis ils déboulent à l'Aubette, Place Kléber. Dans les sous-sols, ils ont déniché un café cinéma où l'on passe un film policier avec Mirna Loy et William Powell. C'est nouveau et pittoresque. Tous les spectateurs disposent d'une table sur laquelle un garçon en habit, muni d'une lampe électrique, sert de minuscules canettes de bière dans une ambiance feutrée.

Ça les repose. Quand ils sortent, il est onze heures. Bon eh ! bien, maintenant, il faut trouver un coin pour réveiller. Ils interrogent deux artilleurs complètement vaseux. Un facteur pas plus frais. Et un mitron qui, dans un charabia impossible, les aiguille vers des rues sordides, des quartiers boueux pleins de maisons de thé qui puent la pute au rabais. Leur « pote » n'est pas d'accord :

— « Vérolées elles sont ! Trois chaudes lances elles m'ont déjà filé. Des putains comme ça, même un Sénégalais préférerait se br... ! »

Antoine reluque une enseignie : « La Cloche ». Pour lui, ça évoque les quais de Bercy et les clodos. Il y va. Franchit une toute petite porte. Un espace sombre. Ecarte un épais rideau rouge. Pousse une autre porte, capitonnée cette fois-ci, et... c'est le tintamarre. Un vacarme épouvantable. Ça gueule, là-dedans, qu'on se croirait à la marée des Halles à six plombs. Des cris, des chants, du chahut ! Tout cela dans une sorte de taverne immense. Grande comme deux salles de spectacles réunies et prolongées par une piste de danse où une centaine de couples se coagulent, s'agglutinent, s'agglomèrent au rythme d'un Lambelk-Walk torturé.

Nos trois lascars sont émerveillés. Il y a plus de mille personnes dans ce bidule ; et, surtout, un tas de petites blondes pas farouches jaspinant un français d'occasion.

Quand on a vingt ans, les paroles sont superflues. On échange des cigarettes. Puis des bocks. Et l'on danse.

Après, bien sûr, il faut les raccompagner ces enfants qui pourraient se perdre dans le labyrinthe des rues ténébreuses. Les heures passent et les désirs aussi. Mais. Pas la fringale de nos ouistitis. Il est pourtant quatre heures du matin.

Les voilà qui repartent à la découverte et dégau-chissent une salle baptisée pompeusement « Le Moulin Rouge ». Ils entrent. Et tombent sur un mic-mac terrible. Des cris, vociférations, insultes, hurlements et coups sourds. Une bande de Maginot-Boys du 172^e est occupée à tambouriner une armada de civelos hargneux. Ils ne peuvent tout de même pas les laisser succomber sous le nombre ! D'ailleurs leur copain n'a pas attendu, c'est physique chez lui. Il plonge dans la mêlée, accomplissant son perpétuel acte de rédemption à l'égard des militaires. Buttlering est agrippé par un colosse porcin et disparaît sous une table. Quant à Antoine, il frappe d'abord distraitement une mâchoire qui passait par là ; ses cinq ans de boucherie à coltiner des demi-bœufs n'en n'ont pas fait un manchot, il attend donc que la cible arrive à bonne distance, et op ! Il lui sert une droite sèche et efficace. On se croirait dans une séquence de film américain. Tout vole. Les chaises, les verres, cuillers, bancs, litres, carreaux et... mecs, sans que personne ne sache exactement quelle est la raison initiale de ce champ de bataille. Finalement, les combattants sont séparés par les propriétaires de l'établissement qui brillent en patois avec les uns, en français hésitant avec les autres.

Nos trois amis font connaissance avec les gars du 172^e. On remet ça aux demis. De la bonne bière alsacienne agréable et limpide. Un des soldats dit à nos gaillards :

— « J'espère que vos perms sont en règle, parce que ces enfles sont capables d'alerter le service en ville ».

Buttlering sursaute : — « Non, pas moi, je devrais être à Nancy. Allez ! On se barre ».

Pas facile. Les proprios et une équipe d'armoirs à glace les matent vachement. Vicieux, ils bloquent la sortie. C'est sûr, ils attendent du renfort. C'est alors que leur copain d'un soir a une idée. Il leur dit :

— « Merci de la soirée, les gars, moi, je reste ».

Et aux griftons du 172^e :

— « Rentrez-moi dedans ! Je suis un civil, et surtout n'ayez pas peur de chabler, je tiens le coup ; vous allez voir, ils vont tous radiner ».

Immanquable, à peine ont-ils commencé leur simili bagarre que les autres foncent pour porter secours au civil. Les proprios eux, ce serait plutôt pour sauver ce qu'il reste du matériel. Nos deux biffins filent par la petites rues sombres. Croisent des cantonniers qui porte ainsi dégagée. Empruntent, à toute allure, des sèment du sel sur les trottoirs. Courent dans la neige. Il est sept heures.

Place Kléber, ils tombent sur une baraque où l'on sert du lait, du café, du chocolat et des croissants chauds. Malgré l'heure matinale, il y a plein de monde. Ils doivent faire la queue pour être servis. Après quoi, toujours infatigables, ils prennent le tramway pour aller admirer le pont de Kehl qui sépare la France de l'Allemagne ; et qu'en cas de conflit, parait-il, quatre hommes suffiraient à déplacer.

A suivre.

RESULTATS DES MOTS CROISES N° 461

HORIZONTELEMENT :

I. - Ambiances. - II. - Soucieuse. - III. - Surélever. - IV. - Ela. - Se. - V. - Mulla. - DE. - VI. - Brie. - Et. VII. - Lassitude. - VIII. - Entée. - Ban. - IX. - Eternuant.

VERTICALEMENT :

1. - Assemblée. - 2. - Moulurant. - 3. - Buraliste. - 4. - Ice. - Lèser. - 5. - Ail. - Ien. - 6. - Nées. - Et. - 7. - Cuve. - Tuba. - 8. - Ese. - Dan. - 9. - Serrement.

BULLETIN D'ADHESION

Je soussigné, déclare vouloir adhérer à l'AMICALE NATIONALE DES ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE DES STALAGS VB-X ABC.

Nom :

Prénoms :

Adresse :

Date de naissance :

Immatriculé au Stalag sous le N°

Kommando

Fait à le Signature,

Ecrivez en caractères d'imprimerie et retournez sous enveloppe ce bulletin à l'AMICALE NATIONALE VB-X A, B, C, 46, rue de Londres, 75008 Paris. N'oubliez pas de nous adresser le montant de votre adhésion, dont le minimum est fixé à 75 F par mandat, versement à notre Compte Chèque Postal : Paris 4841-48 D, ou chèque bancaire.

N° de commission paritaire : 786 D 731 A
Dépôt légal 1^{er} trimestre 1990

Cotisation annuelle : 75 F donnant droit à l'abonnement annuel au journal.

Le Gérant : J. LANGEVIN
IMPRIMERIE J. ROMAIN - 79110 CHEF-BOUTONNE